



## **COP30 — La Conférence des Nations Unies sur le climat ne peut plus retarder les solutions**

À la COP30, les États doivent actualiser leurs plans climatiques, dix ans après l'Accord de Paris et après l'échec de la COP29 à Bakou. Pendant ce temps, le dernier rapport climatique des Nations Unies, intitulé « *Assez de paroles en l'air... s'il vous plaît !* », est sans équivoque : les émissions mondiales de gaz à effet de serre continuent d'augmenter malgré tous les engagements proclamés. Le monde subit toujours une hausse moyenne de la température globale, dont les effets se font déjà sentir dans la vie quotidienne des peuples.

La COP demeure l'un des derniers espaces fonctionnels de dialogue international, même si les États-Unis — suivis par l'Union européenne — marginalisent de plus en plus à la fois l'ONU et le droit international.

Cette année, la COP se tiendra au Brésil, un lieu de contrastes saisissants. D'un côté, Trump prépare à nouveau le retrait des États-Unis de l'Accord de Paris, tout en désignant les pays des BRICS (Brésil, Afrique du Sud, Inde et Chine) comme de nouveaux ennemis de son agenda impérialiste. De l'autre, Lula entend utiliser la COP pour obliger les grandes puissances capitalistes à assumer leurs responsabilités : financer la périphérie et reconnaître leur responsabilité historique dans le changement climatique. Il a invité 3 000 représentants autochtones. En parallèle de la COP, Belém accueillera un « Sommet des peuples » rassemblant plus de 850 organisations, syndicats et ONG — principalement d'Amérique latine — pour réclamer justice climatique et sociale.

---

## **Le capitalisme n'est pas et ne sera jamais vert**

Les travailleurs et les peuples sont les premières victimes de la dégradation environnementale et des effets du changement climatique. La nature exploitatrice, oppressive, agressive et prédatrice du capitalisme s'exprime chaque jour dans l'aggravation des conditions de vie, la menace de guerre et la dévastation écologique : énergie hors de prix, hausse du coût des denrées alimentaires selon les événements mondiaux, précarité de l'emploi, logements inadaptés face aux canicules ou au froid, ou encore la guerre.

Ce qui était autrefois exceptionnel — vagues de chaleur et incendies sans fin, tempêtes extrêmes, inondations catastrophiques, sécheresses et désertification — devient de plus en plus fréquent, aggravé par une logique d'aménagement du territoire fondée sur la maximisation du profit. Les feux de forêt se multiplient en intensité et en fréquence, la désertification progresse. La nature tire la sonnette d'alarme : les extinctions massives et la disparition de communautés sous l'effet de la montée des eaux sont déjà en cours.

Ce désastre n'est pas le résultat d'« échecs du marché », ni d'une « mauvaise gestion politique », ni d'un « complot d'entreprises ». Il découle de la nature même du système économique actuel : un système fondé sur le travail de la majorité, dont les fruits sont captés par une minorité qui décide de la production et de l'investissement. Pour survivre à la concurrence, les entreprises sacrifient les besoins sociaux et écologiques afin de maximiser les profits. Tout devient jetable : salaires, écosystèmes, communautés entières.

La conséquence en est double : la nature est à la fois exploitée comme ressource gratuite et utilisée comme décharge, tandis que chaque aspect de la vie — y compris la nature elle-même — est transformé en marchandise. La destruction environnementale devient une opportunité commerciale. Lorsqu'une rivière est polluée, la dépollution devient un marché. Cette logique ne protège pas les écosystèmes, elle les soumet à la rentabilité. Les bouleversements climatiques causés par la pollution carbone s'ajoutent au mépris général du capitalisme pour l'environnement : agressions contre la faune, pollution de l'eau et de l'air, surexploitation des mers.

Ces impacts sont mondiaux, mais inégalement répartis. Les multinationales et les groupes économiques, soutenus par les grandes puissances capitalistes, pillent les pays les plus faibles : prédation des ressources, délocalisation des pollutions, exportation de déchets toxiques. Pendant ce temps, la propagande rejette la faute sur les individus — comme si nous choissions librement notre mode de transport, notre alimentation, notre lieu de vie ou nos emplois.

Le véritable responsable, c'est un système qui ne laisse aucune alternative. La classe travailleuse paie le prix de la « protection de l'environnement » à travers les taxes sur les carburants et l'électricité, pendant que les élites polluantes voyagent en jets privés et que des entreprises comme TotalEnergies, Shell ou les grandes banques renoncent à leurs objectifs climatiques tout en engrangeant des millions grâce à de fausses solutions comme le marché du carbone. Les communautés sont piégées : accepter des industries polluantes ou sombrer dans le chômage et la misère.

Partout dans le monde, la vague politique glisse vers la droite. Le discours dominant nie de plus en plus la réalité du changement climatique. Pourquoi ? D'abord, pour rallier les travailleurs contre les politiques climatiques en les présentant comme des lubies « woke » de bourgeois ; ensuite, pour détourner le débat sur la responsabilité et le financement ; enfin, pour préserver les opportunités de profit.

---

## **Financement, guerre et trahison**

L'un des principaux défis de la lutte climatique reste le financement et la coopération internationale, notamment pour les pays périphériques qui subissent les pires effets tout en ayant le moins contribué aux émissions. De sommet en sommet, les puissances impérialistes réduisent, retardent ou vident de sens leurs engagements.

Alors que les pays du Sud demandent 1 300 milliards de dollars par an de financement public, les grandes puissances occidentales n'en promettent que 300 milliards d'ici 2035 — des fonds essentiellement privés et incertains.

Pourtant, l'argent « manquant » pour la protection de l'environnement est immédiatement trouvé pour la guerre, source majeure de pollution et d'émissions de gaz à effet de serre. En 2024, les budgets militaires des pays de l'OTAN ont dépassé les 1 500 milliards de dollars, un record depuis les années 1950-60. Les États-Unis entretiennent une nouvelle logique de guerre froide pour maintenir leur domination mondiale face aux pays qui défendent leur souveraineté, notamment la Chine. L'Union européenne et le Royaume-Uni suivent docilement.

Les membres de l'OTAN engagent jusqu'à 5 % de leur PIB pour l'armement — soit plus de 500 milliards supplémentaires, auxquels s'ajoutent 800 milliards d'euros promis par l'UE. Ces sommes, jamais mobilisées pour les besoins sociaux ou écologiques, le sont sans délai pour la guerre.

Pire encore, la majeure partie des dépenses militaires européennes bénéficie à l'industrie américaine de l'armement, qui capte près des deux tiers des achats européens. À cela s'ajoute la promesse de l'UE de continuer à importer le gaz de schiste américain — cher et polluant — pour satisfaire les exigences de Trump : une trahison qui met en péril notre industrie, notre climat et notre avenir.

Cette logique de confrontation détourne les ressources et détruit la solidarité internationale indispensable pour faire face à la crise climatique. La collaboration scientifique mondiale — entre chercheurs chinois, américains, russes et européens — a rendu possibles les rapports du GIEC. La COP reste l'un des derniers espaces pour ce dialogue. Mais ce cadre fragile est menacé par le désengagement américain et la montée de dirigeants réactionnaires comme Milei en Argentine.

Les industries mêmes qui provoquent la crise — pétrole, agro-industrie, grande pharmacie, etc. — s'immiscent désormais dans les négociations climatiques. Dans ce contexte, nous soutenons le Sommet des peuples de Belém, qui réunit près d'un millier d'organisations à travers le monde, ainsi que les peuples autochtones invités pour la première fois à participer officiellement à la COP par Lula.

---

## **Sauver l'humanité et la nature, pas le capital**

Il est tentant de blâmer les dirigeants — leur cynisme ou leur ignorance scientifique —, mais le problème n'est ni moral ni personnel : c'est le système lui-même.

Nous ne pouvons plus payer pour une destruction dont nous ne sommes pas responsables. Nous ne pouvons cautionner les discours négationnistes qui protègent les intérêts dominants, ni les visions égoïstes qui prétendent sauver l'environnement d'un pays en exploitant celui des autres. Ces narrations laissent intactes les racines de la crise, et l'aggravent.

Lorsque les décisions reposent sur les besoins humains, la science et la vision à long terme, les problèmes sont résolus. Lorsque les décisions reposent sur le profit, tout le reste est sacrifié. La preuve : des quantités colossales de nourriture sont gaspillées alors que des millions de personnes ont faim — simplement parce que les entreprises n'ont pas atteint le niveau de profit souhaité.

---

## **Notre engagement**

Les organisations signataires s'engagent pour un nouveau modèle, fondé sur des principes clairs

- Réorganiser la production pour répondre efficacement aux besoins réels, en favorisant la production et la consommation locales et en mettant fin à l'obsolescence programmée.

- Réorganiser les transports, en remplaçant le transport individuel par le transport collectif, en développant le rail électrifié, en planifiant globalement et en inversant les privatisations.
- Mettre en œuvre des mesures d'adaptation et d'atténuation des effets inévitables des dégradations environnementales : recherche scientifique, prévention des canicules, des maladies et espèces invasives, protection des zones côtières et des zones urbaines, aménagement urbain adapté.
- Restaurer le contrôle public de l'énergie et de l'eau pour les mettre au service des populations.
- Réparer et régénérer les écosystèmes détruits.
- Refuser les mécanismes de marché — notamment le marché international du carbone — comme solution au changement climatique.
- Reconnaître le principe des responsabilités communes mais différenciées.
- Refuser d'endetter les pays en développement pour financer la transition écologique.
- Reconnaître le droit des peuples à produire et leur souveraineté alimentaire.
- Réorienter les ressources gaspillées (spéculation, publicité, guerre) vers les besoins humains.
- Orienter la recherche scientifique au service de l'intérêt collectif, non du profit privé.
- Planifier l'économie pour atteindre ces objectifs.
- Coordonner internationalement sur la base de la solidarité, en partageant la technologie et les savoirs afin que le progrès profite à tous.

Nous faisons partie de la nature, et il est du devoir de tous les peuples de construire ce nouveau modèle. L'humanité fait face à une catastrophe environnementale rapide, les systèmes vitaux de notre planète s'effondrent à grande vitesse. Ces changements ne sont pas réversibles à notre échelle de vie ; notre combat n'est pas de restaurer le passé, mais de limiter les dégâts et de préserver notre avenir, en redéfinissant la société que nous voulons. Les enjeux sont immenses, et pour le bien de l'humanité, notre projet socialiste doit réussir.

---

## **Conclusion**

En tant que forces issues du monde du travail et des majorités populaires, nous appelons tous les démocrates, patriotes et révolutionnaires à s'organiser et à se mobiliser pour construire ensemble le monde dont nous avons besoin.

Le capitalisme n'est pas une fatalité. L'histoire prouve que tout système finit par s'effondrer sous le poids de ses contradictions. Le capitalisme ne fera pas exception.